



*Pas de conférence sociale, pas d'Europe sociale...  
Sans l'intervention des salariés...  
**28 juin, toutes et tous dans l'action.***

Après des années de choix régressifs dans tous les domaines sociaux, (une politique économique alimentant la finance et les grandes fortunes et le plus grand mépris pour les organisations syndicales et les salariés la volonté affichée par le président de la république d'un dialogue social renouvelé est à prendre en compte même si, à ce stade, nous en sommes à la mise en place d'une méthode de travail.

**La conférence sociale des 09 et 10 juillet doit répondre aux besoins des salariés**

Cette conférence sociale ne peut être une formalité tant les attentes des salariés sont profondes. Le menu est alléchant : l'emploi, la formation, les rémunérations et le pouvoir d'achat, l'égalité professionnelle, le redressement de l'appareil productif, l'avenir des retraites, le financement de la protection sociale ainsi que la modernisation de l'Etat, des collectivités locales et des services publics.

Sur tous ces thèmes la CGT, en prise avec les réalités, a poussé depuis des années ses exigences revendicatives !

Si le climat nous semble plus favorable aujourd'hui, d'autant que le gouvernement dispose d'une large majorité parlementaire, les freins sont réels. Ainsi, pour ne prendre que le département, la préfecture accentue les mesures répressives à l'encontre des sans papiers, elle accélère la suppression de postes par la réorganisation des services de l'Etat et vient de proposer aux organisations syndicales

l'amplification de l'ouverture des commerces le dimanche.

Le Medef n'est bien sûr pas en reste ! Les « licenciements boursiers » se poursuivent et le discours patronal ne varie pas d'un iota.

Il conteste toute revalorisation conséquente du SMIC et combat toute nouvelle participation au financement de la protection sociale.

Laurence Parisot, s'exprimant sur les modalités du décret de retour partiel de la retraite à 60 ans, brandit déjà la menace d'une cessation de paiement des caisses de retraites mais reste muette sur les dividendes issus des entreprises alimentant les plus grosses fortunes.

Enfin, les expériences passées nous ont appris que, sans intervention des salarié-e-s, un gouvernement, fût-il de gauche, peut céder aux pressions énormes du patronat et des multinationales... Aidons-le à y résister !

**Europe le 28 et 29 juin, la seule issue : changer de politique**

L'axe Sarkozy/Meckel a conduit à une dégradation de la situation économique en Europe. Les politiques libérales qu'ils ont impulsées ont aggravé le chômage de masse et la précarité pour tous et plus encore toutes en Europe. La situation particulièrement dramatique de la Grèce s'étend maintenant au Portugal et à l'Espagne.

Au prochain sommet européen des 28 et 29 juin, il appartient au président Hollande d'indiquer le sens du vote de notre pays. Il est inadmissible que nous puissions accepter à la

fois un contrôle accru, depuis Bruxelles, de notre politique budgétaire publique calée sur la réduction des dépenses utiles et de nouvelles mesures visant à rendre le marché du travail encore plus flexible.

Pour la CGT, Il faut en finir avec ces politiques qui cherchent à répondre avant tout aux préoccupations des marchés financiers. Il faut mobiliser les politiques publiques et la finance au service de l'emploi, de l'investissement productif, de la réponse aux besoins sociaux.

**Pour sortir de la crise, il faut répondre  
aux urgences sociales !  
jeudi 28 juin 2012, 11h30 Pique-nique revendicatif  
Rassemblement devant le MEDEF**

11 Boulevard des Récollets – Immeuble Belvédère  
(métro St-Michel ou métro empalot)

Pour la CGT, la conférence sociale ne doit pas s'enfermer un carcan économique libéral qui pour l'essentiel ne peut rien résoudre.

Il faut arrêter de considérer le travail comme un coût. Il est au contraire le facteur de productions de richesses et de dynamisme économique!

Pour la CGT, il est primordial de déboucher sur des mesures aptes à relancer notre économie. Il est indispensable que toutes les questions sociales soient traitées. C'est la condition pour modifier le cadre économique dans lequel se posent les problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, de protection sociale et de conditions de travail.

A l'occasion de la tenue de la conférence sociale, dans les entreprises, les localités, faisons entendre nos revendications.

**Agissons pour :**

**Porter le SMIC à 1700 euros brut / mois** comme base des grilles salariales.

**Augmenter les salaires**, les points d'indice dans la Fonction Publique, les pensions et les minima sociaux.

**Ramener l'âge de départ à la retraite à 60 ans** à taux plein, pour tous !

**Supprimer les exonérations fiscales** et sociales sur les heures supplémentaires qui grèvent les ressources de la sécurité sociale et moduler les cotisations patronales en fonction des politiques d'emploi et de salaire.

**Stopper les suppressions d'emplois. Contraindre les entreprises** à des alternatives aux licenciements et **Contrôler les aides publiques.**

**Développer les politiques publiques** et les moyens des services publics.

**Réformer la fiscalité en profondeur**, créer de nouvelles tranches d'impôts pour les hauts revenus.

**Créer un pôle financier public** pour relancer l'investissement productif.

**Taxer les mouvements spéculatifs** de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

**Mettre en place un fond européen de solidarité sociale** et de développement économique.

**Conquérir dans l'entreprise, de nouveaux droits** et pouvoirs pour les salariés.



**Je me syndique à la CGT !**

Nom:.....Prénom:.....Age:.....  
Adresse: .....  
Ville:.....Code Postal:.....  
Tél:.....E-mail:.....  
Entreprise:.....

A renvoyer à Union Départementale CGT : 19, Place ST Sernin, BP 7094 31000 Toulouse Cedex 7